

15^e Rendez-Vous de la Mondialisation

La contestation de la mondialisation

Judi 24 septembre 2009
17 h 00 – 19 h 30
CERI, 56 rue Jacob, 75006 Paris

Les termes du débat

Après la chute du mur de Berlin, les grandes économies du Nord ont célébré la victoire du capitalisme. Le mythe d'une « mondialisation heureuse », pacifiée, sans alternative au capitalisme libéral s'est développé. Néanmoins, des mouvements de contestation de cette forme de mondialisation ont émergé dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud. Dégager les enjeux de cette contestation implique de s'interroger sur sa nature, ses acteurs ainsi que sur les rapports qu'ils entretiennent avec la sphère politique et syndicale.

Dans les pays du Nord, la contestation de la mondialisation libérale par la société civile est apparue dès 1994 pour dénoncer le creusement des inégalités et un libre-échange aux effets dévastateurs au Nord comme au Sud. Cette contestation va au-delà des seuls rangs altermondialistes puisqu'un économiste comme Paul Krugman, qui avait longtemps affirmé que « la mondialisation (n'était) pas coupable », a reconnu que la déflation salariale importée via le libre-échange avait joué un rôle important dans l'augmentation du nombre d'Américains sans protection sociale depuis le début des années 2000. Parallèlement, l'émergence d'un discours sur le « patriotisme économique » ainsi que des mesures telles que la clause du « Buy American » sur l'acier introduite dans le plan de relance de l'administration Obama, la baisse de la TVA à l'export en Chine ou les taxes sur les voitures importées en Russie font craindre un « retour » du protectionnisme dans le contexte actuel de la crise. Est-ce vraiment le cas ? Quels autres thèmes de contestation voit-on émerger ?

La contestation des pays du Sud apparaît plus politique que celle des pays du Nord. Alors que les groupes contestataires émanent le plus souvent d'organisations de la société civile dans les pays du Nord, ils sont plus proches des partis politiques dans les

pays du Sud, notamment en Amérique Latine¹. De surcroît, les pays du Sud ont la particularité de compter des gouvernements « contestataires » comme ceux du Président Hugo Chavez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie ou de l'ancien Premier ministre Mahathir Mohammad en Malaisie. Ces gouvernements ont en commun la réactivation d'une identité locale, notions « d'autochtonie » au Venezuela ou en Bolivie et de « valeurs asiatiques » en Malaisie, ainsi qu'une politique de nationalisme économique affirmé. Parvenir à une meilleure insertion dans l'économie mondiale constitue néanmoins l'une des préoccupations majeures des pays du Sud, qu'elle s'exprime par la contestation d'un « libre-échange » asymétrique favorable aux pays industrialisés lors du Sommet de Cancún ou par la mise en place d'une forme d'intégration régionale originale (Alternative Bolivarienne pour les Amériques). Quelles sont les répercussions économiques et politiques de ces contestations ?

Le blocage du sommet de l'OMC à Seattle en 1999 par une foule dense de manifestants opposés à la mondialisation libérale a pris de court les analystes qui ont alors cherché à décrypter la composition de cette nouvelle force de contestation. Ce mouvement, qualifié d'« altermondialiste », regroupe une nébuleuse de mouvements – ONG, écologistes, syndicats, associations de défense des « sans » (sans papier, sans terres, sans travail...), ATTAC... Le mouvement altermondialiste est alors soudé par une volonté commune d'œuvrer à l'avènement d'une « autre mondialisation » respectueuse de l'homme et de la nature. Passé par une phase de forte progression entre 1998 et 2005 pour perdre en visibilité par la suite, notamment en France, où en est aujourd'hui le mouvement altermondialiste ? Face à la crise, les idées défendues par les altermondialistes ont un regain d'actualité et sont d'ailleurs en partie reprises par les acteurs politiques, mais assiste-t-on pour autant au développement de nouveaux positionnements stratégiques de ce mouvement ?

Le « consensus altermondialiste » s'est fédéré autour de l'idée que les Forum Sociaux devaient y jouer un rôle central. L'esprit du Forum Social Mondial (FSM) reposait, notamment, sur l'échange d'expériences et d'idées dans le cadre de débats démocratiques ainsi que sur la volonté de structurer des mouvements de la société civile afin de contrer le néolibéralisme. Il y avait également accord des participants sur le fait que le FSM ne devait pas se transformer en une organisation politique, mais contribuer à ouvrir la voie à un autre mode d'exercice du pouvoir sans esprit de domination et à une nouvelle culture citoyenne. L'absence de proposition de voie alternative concrète à l'issue des différents Forums Sociaux a conduit certains contestataires, y compris au sein d'ATTAC, à considérer que les seuls débats d'idées étaient insuffisants et que des prises de position politique s'imposaient. Quels ont été – et sont encore – les apports des Forum sociaux ? Quels sont aujourd'hui les rapports d'un mouvement altermondialiste comme ATTAC avec la sphère politique et syndicale ? En quoi l'investissement très rapide de nouveaux moyens de communication par les altermondialistes change-t-il leurs modes d'action et leur impact ?

¹ « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français de relations internationales*, Vol. III, Bruxelles, Bruylant, 2002, disponible sur www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001478.pdf.